

«AFP : Hervé Marseille (UC) : le droit d'amendement doit rester fondamental du parlementaire"»

"Nous sommes hostiles au contingentement par groupe", a dit à l'AFP M. Marseille à l'issue de la rencontre, alors que l'exécutif a demandé une mesure pour une "plus grande efficacité du processus législatif". "Le droit d'amendement doit demeurer un droit fondamental du parlementaire", a-t-il ajouté.

"Globalement, j'ai dit au Premier ministre que l'on est attaché à l'initiative parlementaire et au droit d'amendement" et que les députés et sénateurs parlementaires aient des droits renforcés".

"Nous souhaitons le bon aboutissement de la réforme et sommes notamment favorables à toute évolution qui pourrait renforcer le lien entre le parlement et l'exécutif. Mais nous serons particulièrement vigilants sur les rédactions finales de chacune des mesures et sur les conditions de mise en œuvre", a poursuivi M. Marseille.

Il a aussi rappelé l'attachement des élus centristes au bicamérisme, au maintien du lien fort entre le Sénat et les territoires, et à une représentation proportionnelle.

"J'ai souligné notre intention à défendre le droit d'amendement et l'autonomie financière des collectivités, et à renforcer la participation des citoyens à la vie financière des collectivités", a-t-il indiqué.

"J'ai aussi dit notre souhait de défendre l'élection des sénateurs au niveau départemental, mais il semble qu'il n'y a pas de consensus sur ce point", a-t-il relevé.

Il a ajouté que son groupe était favorable à une baisse de 25% du nombre des parlementaires et à une élection proportionnelle à hauteur de 20%. Quant à la limitation des mandats dans le temps, "ce n'est pas un dogme pour nous", a-t-il conclu.